Ségur de la santé : la déception... (p. 5)

COMMUNISTES

La question du débouché politique

Extraits du rapport de Fabien Roussel à la session du jeudi 9 juillet du Conseil national. (p. 3)



vidéo

62.000 millionnaires en plus dans notre pays et à eux on ne leur demande rien, même pas l'ISF !

L'AIR DU TEMPS

Le roi du dumping

L'Europe aime bavarder sur la fin des paradis fiscaux. Mais quand il s'agit de passer à l'acte, c'est tout autre chose. Elle vient en effet de choisir comme patron de l'Eurogroupe, qui réunit les ministres des Finances de la zone euro, l'Irlande et son ministre conservateur Paschal Donohoe, grand prêtre du dumping social, grand opposant à toute taxation des géants du numérique ou des multinationales, coupable avéré – et fier – de ce qu'il faut bien appeler la criminalité financière. Comme quoi, arsouilles et magouilles sont bien les deux mamelles de cette Europe du fric. ✪

Gérard Streiff

CommunisteS supends sa parution.
Reprise le 19 août.
Nos meilleurs souhaits pour vous, en cette période estivale ou laborieuse.

SOUSCRIPTION 2020 (cliquez)

Je verse :.....€

"En pleine bataille des retraites donner les moyens au PCF d'intervenir"

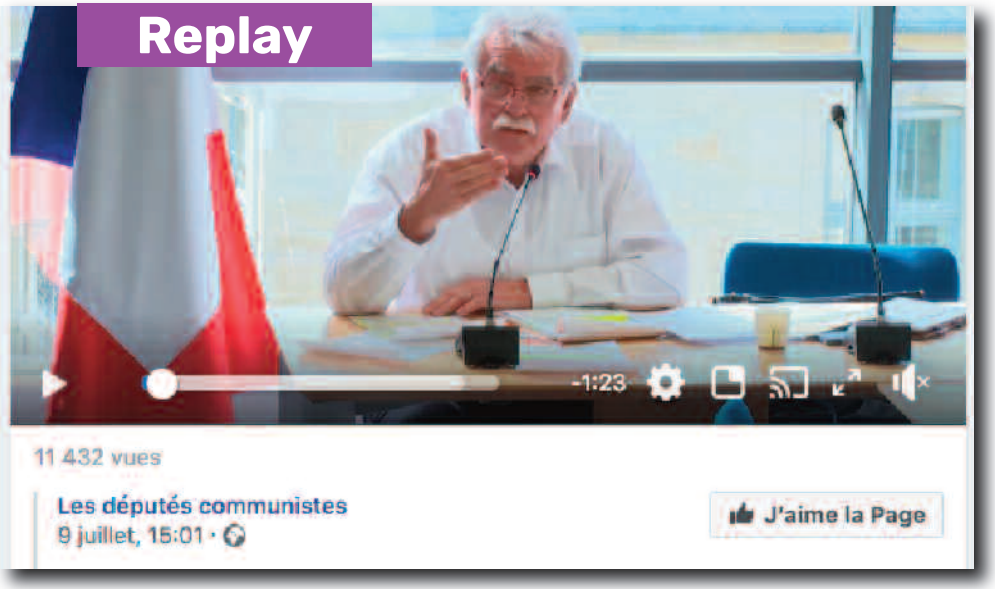
Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Pétition



Replay



La question du débouché politique

Extraits du rapport de Fabien Roussel à la session du jeudi 9 juillet du Conseil national

Le secrétaire national rappelle d'abord combien on « se trouve confrontés à une situation porteuse d'immenses enjeux, mais aussi lourde de dangers pour la France et son peuple. Après la crise sanitaire, provoquée par la pandémie, une crise économique et sociale sans équivalent depuis la Seconde Guerre mondiale va secouer notre pays. Elle sera d'autant plus forte qu'elle est utilisée par les tenants du libéralisme pour maintenir leur système, pour maintenir leur pouvoir et pour maintenir leur niveau de vie et de richesse. Cela fait naître beaucoup de colère mais aussi beaucoup de rejet de la politique, comme viennent de le souligner les élections municipales, avec le taux d'abstention incroyable sur lequel je reviendrai.

Cela fait naître aussi une conscience nouvelle des choix qu'il faut faire pour notre pays. Celle-ci a grandi à l'occasion de la crise sanitaire, à l'épreuve du confinement et au fur et à mesure que le pays prenait conscience de la destruction de notre système de santé et de nos services publics, l'école… Elle va constituer le principal obstacle sur lequel vont maintenant buter le gouvernement et le patronat. Mais elle ne trouve pas de réponse politique, de solutions porteuses d'espoir, à la hauteur de ce que ressentent les Françaises et les Français. D'où la crise démocratique phénoménale que le scrutin du 28 juin a exprimé et qu'un pouvoir de plus en plus rejeté par la majorité de la population ne va faire qu'aggraver.

Comme toujours, d'une colère légitime tout peut surgir, selon qu'existe ou non une perspective progressiste crédible. Dans ce moment qui va se révéler crucial, notre parti a un rôle décisif à jouer : pour travailler aux mobilisations indispensables, pour aider à ce qu'elles se construisent sur un contenu politique



de haut niveau, pour donner du sens aux confrontations politiques et sociales. »

Fabien Roussel se livre ensuite à une analyse détaillée des résultats des élections municipales (voir page 4). Puis il aborde la question du débouché politique.

« Face à ceux qui veulent fragmenter, diviser la classe ouvrière, nous devons, nous, déployer tous les efforts pour l'unir, la rassembler, rassembler les forces sociales et toutes celles et ceux qui souffrent des logiques capitalistes. Comment contribuer à la prise de conscience de l'ensemble du monde du travail, de sa force, de son intelligence, de sa capacité même à prendre le pouvoir pour faire grandir une société respectueuse de chaque être humain et prenant enfin les mesures visant à lutter contre le réchauffement climatique ? Comment convaincre celles et ceux de nos concitoyens qui veulent que ça change mais ne s'engagent pas dans les luttes ? Comment redonner envie de se battre, de s'engager à celles et ceux qui n'y croient plus ? Voilà le rôle qui est le nôtre, voilà notre travail aujourd'hui.

Face à ce mur de défiance, d'abstention, de rejet de la politique, les appels à l'unité et à la construction de candidature unique à la présidentielle, qui plus est derrière l'écologie politique, ne font pas le poids. Il faut initier des constructions politiques à la hauteur des défis de civilisation, des transformations radicales que nous voulons pour la France, l'Europe, le monde. Et d'abord en étant dans l'action et dans la proposition, dans la résistance et dans l'alternative en même temps aux projets de ce gouvernement et aux mauvais coups portés par le monde des actionnaires, du CAC 40 et des banques. Le Parti communiste doit être, l'outil, la force, de cette riposte déterminée, le ciment de cette union du peuple de France.

Nous pouvons le faire, partout, dans tous les départements, en contribuant à la montée des luttes, en mettant en débat des propositions novatrices dans cette crise. Nous pouvons le faire en étant plus à l'écoute de celles et ceux qui luttent, qui se mobilisent, qui réfléchissent aussi aux propositions à mettre en œuvre pour sortir du capitalisme. Le projet de sortie de crise que nous avons adopté au dernier conseil national est un atout décisif pour cela et nous allons le mettre très largement en débat à travers la plateforme numérique *La France en commun* et toutes les initiatives que nous prendrons pour l'enrichir, le mettre en débat avec des associations, des ONG…

Nous pouvons être cette force utile au peuple en étant aux cotés des hommes et des femmes aujourd'hui inquiets pour leur avenir, pour celui de leurs enfants, confrontés à la brutalité du chômage partiel ou des licenciements, voire à la pauvreté totale, à l'image de dizaines de milliers de jeunes étudiants ou salariés.

Oui, il faut nous tourner plus résolument vers ces couches populaires et ces classes moyennes qui ont peur du déclassement et aspirent à vivre mieux ; vers cette jeunesse qui se mobilise pour plus d'égalité, plus d'écologie ; vers ces ouvrier·e·s et employé·e·s écrasés par leurs conditions de travail et dont la créativité est étouffée ; vers ces cadres qui sont écartés des choix stratégiques de leur employeur, des choix qui vont de plus en plus souvent à l'encontre de leur éthique ; vers tous ces salariés qui ne rejettent pas forcément la politique, mais restent plutôt à distance de tout ce qui leur apparaît comme de l'impuissance politique.

Nous pouvons bien sûr, pour relever ce défi, prendre appui sur des prises de conscience, au cours de la crise sanitaire, de l'importance des services publics, de la nécessité de relocaliser notre industrie, de redonner du sens à une nouvelle politique industrielle, de retrouver de la souveraineté économique, sur la montée de l'enjeu climatique dans la société française. » ✪

Le PCF fera sa rentrée politique le 29 août

Analyser et combattre la systématisation des campagnes électorales mafieuses

En 1995, Corbeil-Essonnes, municipalité communiste depuis 1959 et ville populaire, élisait Serge Dassault comme maire dans le cadre d'une alliance nouvelle entre le « lumpenprolétariat », au sens où l'entendait Karl Marx, des cités et une nouvelle petite-bourgeoisie réactionnaire habitant dans les zones pavillonnaires. En 2001, en Seine-Saint-Denis, Jean-Christophe Lagarde, dans le même cadre stratégique, devenait maire de Drancy, municipalité communiste depuis 1935. Cette alliance s'était développée sur fond d'affaiblissement et le vieillissement dans les cités des organisations collectives historiques qui organisaient la solidarité et la politisation des classes populaires : Secours populaire, Femmes solidaires, FSGT, UNRPA, Fédération de parents d'élèves, Jeunesse communiste, Parti communiste… Dans le même temps, les anciens pavillons ouvriers devenaient le lieu d'habitat d'une nouvelle petite-bourgeoisie de propriétaires, chassée en banlieue du centre des grandes villes et souvent structurée au sein de collectifs comme « voisins vigilants ».

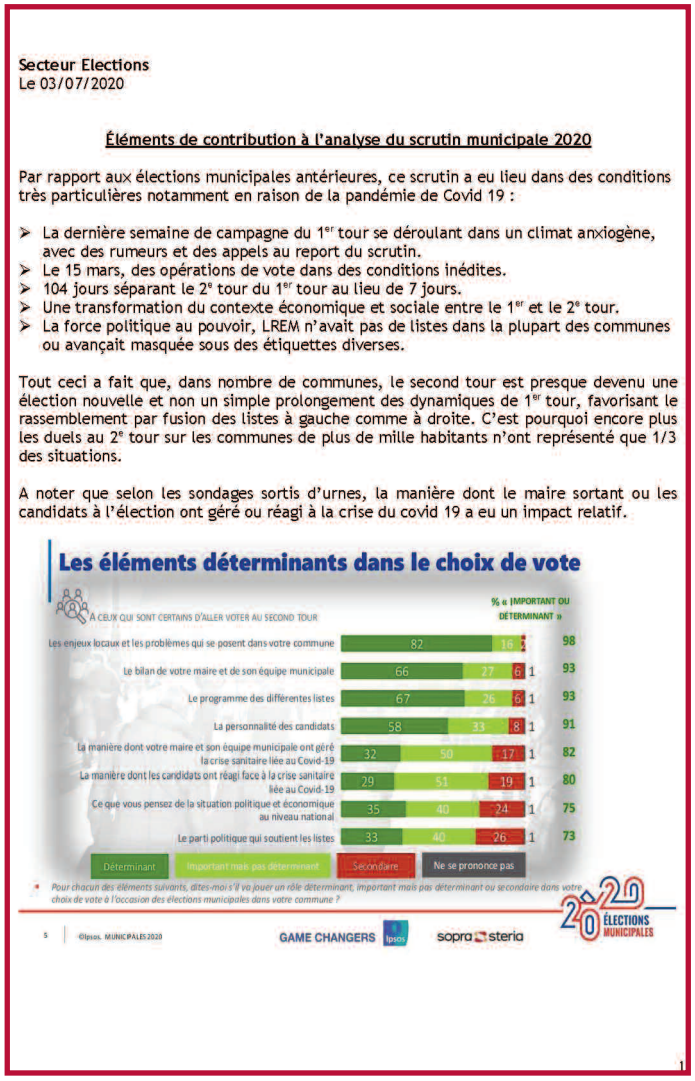
En 2014, cette alliance de circonstance a commencé à faire système et est devenue une méthode de conquête des municipalités communistes, à caractère mafieux au sens d'un système social de protection et de domination, où se mélangent clientélisme, népotisme, corruptions, achats de voix, campagnes de diffamation, de rumeurs, de fausses nouvelles, intimidations et violences physiques. Tous les coups sont permis. On va interdire physiquement de campagne tel ou tel quartier ou immeuble en s'appuyant sur les dealers. On met en compétition des individus avec pour critère le nombre de voix rapportées et comme récompense pour les « meilleurs » (sic) un emploi, un logement, un permis de construire… On met en concurrence des communautés, des associations, avec à la clef des promesses de subventions et de locaux. On espionne les candidats des listes adverses. On exerce des pressions physiques jusque devant et même dans les bureaux de vote. Dans un quartier on va faire courir la rumeur que les communistes sont racistes, la gauche islamophobe, qu'ils veulent détruire la famille avec « la théorie du genre », et dans tel autre quartier on distribuera des tracts anonymes affirmant que le PCF va livrer la municipalité « aux arabes, aux noirs, aux roms, aux juifs…» selon les phobies racistes supposées des uns et des autres.

Ce qui s'est passé à Bobigny en 2014 et jusqu'à la reconquête de la ville au mois de juin en est l'archétype même. Lors des élections de 2020 on est passé à une véritable industrialisation de ce système où tout est planifié, organisé, structuré par de véritables entrepreneurs électoraux issus des divers partis de droite, de LaREM, mais aussi de la mouvance sociale libérale inspirée par Terra Nova. Tout cela n'est pas sans évoquer la firme anglo-saxonne Cambridge Analytica fortement impliquée dans l'élection de Trump et le Brexit et dissoute après un scandale de vol massif de données personnelles. Cambridge Analytica n'était pas qu'une entreprise de marketing électoral exploitant de manière personnalisée les phobies des électeurs à partir des big-data, c'était une firme qui organisait clef en main une campagne électorale de A à Z, allant de la conception de tracts jusqu'à la compromission et même l'assassinat politique des adversaires. Elle n'a pas sévi qu'aux États-Unis et en Angleterre, ses terrains de chasse de prédilection ont été l'Afrique, l'Amérique latine et centrale, l'Europe de l'Est.

L'essentiel de l'efficacité de ce système de clientélisme, de népotisme et corruption repose sur une faible participation électorale, en parti-culier des classes populaires. Il exploite le recul de la conscience de classe, la croyance qu'on ne pourrait pas changer collectivement la société et que la politique ne serait qu'un moyen de réussir individuellement en intégrant les bons réseaux et en ayant les bonnes relations.

Les victoires de Corbeil-Essonnes, de Bobigny, de Noisy-le-Sec et de Villejuif ont montré que ce système n'était pas infaillible et qu'il était possible de le battre. C'est pourquoi il importe que nous en tirions tous les enseignements en matière de repolitisation des classes populaires, de constructions citoyennes solides menant de front luttes, construction du projet et de la liste, et d'organisation de nouvelles solidarités concrètes pour répondre ici et maintenant à l'urgence sociale immédiate. Car c'est sur l'incapacité à répondre individuellement, dans un cadre collectif, à cette urgence que fermente le terreau du clientélisme, du népotisme et de la corruption. On retrouve là le rôle décisif de l'action du Parti communiste pour passer de la *« classe en soi »* à la conscience de la *« classe pour soi »*. ✪

Yann Le Pollotec
membre du Conseil national



Secteur Elections
Le 03/07/2020

Éléments de contribution à l'analyse du scrutin municipale 2020

Par rapport aux élections municipales antérieures, ce scrutin a eu lieu dans des conditions très particulières notamment en raison de la pandémie de Covid 19 :

- La dernière semaine de campagne du 1er tour se déroulant dans un climat anxiogène, avec des rumeurs et des appels au report du scrutin.
- Le 15 mars, des opérations de vote dans des conditions inédites.
- 104 jours séparant le 2e tour du 1er tour au lieu de 7 jours.
- Une transformation du contexte économique et sociale entre le 1er et le 2e tour.
- La force politique au pouvoir, LREM n'avait pas de listes dans la plupart des communes ou avançait masquée sous des étiquettes diverses.

Tout ceci a fait que, dans nombre de communes, le second tour est presque devenu une élection nouvelle et non un simple prolongement des dynamiques de 1er tour, favorisant le rassemblement par fusion des listes à gauche comme à droite. C'est pourquoi encore plus les duels au 2e tour sur les communes de plus de mille habitants n'ont représenté que 1/3 des situations.

A noter que selon les sondages sortis d'urnes, la manière dont le maire sortant ou les candidats à l'élection ont géré ou réagi à la crise du covid 19 a eu un impact relatif.

Ségur de la santé : la déception…

« *Le plan massif d'investissement et de revalorisation de l'ensemble des carrières pour notre hôpital* » promis par E. Macron (25 mars 2020), en pleine crise du Covid, a abouti ce lundi 13 juillet à un protocole d'accord venant clore les négociations entre syndicats de la santé et le gouvernement lors du Ségur de la santé initié le 25 mai. Notons que les véritables négociations ont démarré le 19 juin suite aux fortes mobilisations pour la santé, notamment celles du 16 juin partout dans le pays ; la pression de la rue a permis de faire venir à la table des négociations le ministre O. Véran et de commencer réellement à parler chiffrage et calendrier. De 6 milliards d'€ avancés avant le remaniement ministériel, l'accord définitif pour la revalorisation des carrières et les rémunérations se chiffre à 7,5 milliards d'€ grâce à, dixit les médias, l'intervention du nouveau premier ministre !

Effort colossal ! Du jamais vu ! clame O. Véran, laissant ainsi penser que le gouvernement consent un sacrifice à l'égard des salarié·e·s des hôpitaux et des Ehpad. Pourtant, depuis 2 ans dans toutes les mobilisations et unanimement on entend les mêmes revendications : des moyens humains et financiers pour l'hôpital public et les Ehpad. « *Les revalorisations salariales on nous les doit depuis une dizaine d'années*», disent les hospitaliers, leurs syndicats et les collectifs, arguant le gel du point d'indice (unique levier d'augmentation des salaires dans la fonction publique) depuis 10 ans et les salaires extrêmement bas par rapport aux autres pays européens.

Seuls 3 syndicats ont signé ce protocole d'accord (CFDT, FO et UNSA) qui devrait se traduire par une augmentation de 183 € en 2 temps pour le personnel non-soignant des hôpitaux publics et privés et des Ehpad ; les médecins ayant eux obtenu 450 millions d'€ pour leurs revalorisations salariales. Cela représente certes une petite avancée, au regard du régime de disette appliqué depuis des années à l'hôpital public, mais c'est loin des revendications unanimes des personnels hospitaliers réclamant une augmentation de 300 € net par mois ! La CGT, non signataire à ce jour et qui entend consulter sa base, souligne la supercherie de ce protocole qui « *reprend d'une main ce qu'il octroie de l'autre* ». En effet, elle évoque la dégradation des conditions de travail qui accompagne cet accord, avec l'intensification des rythmes de travail, l'autogestion des plannings et des absences par les personnels c'est-à-dire gestion de la pénurie des effectifs par des auto-remplacements, la contractualisation individuelle des heures supplémentaires et une refonte des régimes indemnitaires, sans compter un accord intéressement contraire à l'éthique du service public.

Nous ne pouvons accepter ce énième plan pour l'hôpital qui ne s'appuie pour l'instant que sur les seules rémunérations, élément certes important, mais qui ne dit pas un mot sur la fin des fermetures de lits et de services, la fin des restructurations, l'embauche massive de personnel (100 000 pour les hôpitaux et 100 000 pour les Ehpad) indispensables pour un service public de la santé digne du 21e siècle. L'annonce du gouvernement, non écrite pour l'instant, de 15 000 postes supplémentaires - en réalité 7 500 car 7 500 sont déjà créés, donc déjà budgétisés mais non pourvus - est loin du compte ! La fuite des personnels qui est dramatique aujourd'hui risque de s'intensifier si les conditions de travail se détériorent encore. Nous pouvons légitimement nous poser la question si ce n'est pas le but ultime de ce gouvernement, qui, à aucun moment, ne s'est engagé sur la fin des fermetures de lits, services ou établissements !

Autre incertitude concernant le financement de cet accord : fera-t-il l'objet à la rentrée d'un PLFSS rectificatif (que nous réclamons avec nos parlementaires depuis le début de l'été) ou sera-t-il budgétisé lors du PLFSS 2021 à l'automne avec des moyens nouveaux pour la Sécurité sociale ou des redéploiements ? Cela dans un contexte de réduction généralisée de ses moyens d'intervention (41 milliards d'euros de dépenses supplémentaires non budgétées), l'aggravation de la crise économique et sociale avec les milliers de suppressions d'emplois ; et l'accélération de la précarisation va produire l'implosion de notre Sécurité sociale ! Ses déséquilibres financiers vont servir de justification à sa refonte institutionnelle définitive.

Nous allons continuer à nous battre pour l'hôpital public, le médico-social et notre système de santé avec les personnels et leurs représentant·e·s, les usagers, les élu·e·s. Mais aujourd'hui nous devons mesurer que l'enjeu de la défense de la Sécurité sociale est majeur, avec un certain degré d'urgence, au regard des solutions que recherche le capital pour faire face à sa crise, après la pandémie du Covid-19. Le PLFSS 2021 va représenter un moment d'affrontement sans précédent !

Le 14 juillet, le 17 septembre, avec les salarié·e·s, défendons cette « pépite de communisme », la Sécurité sociale et les services publics. ✪



Maryse Montangon
membre du CEN
responsable nationale collectif Santé, protection sociale

Vive la vie !



Après ces longs mois de confinement, avec cette terrible crise sanitaire aggravée par des années de politiques d'austérité, nous avons toutes et tous envie de nous évader, de nous détendre. En premier lieu les familles des classes populaires, qui ont vécu le plus durement ces derniers mois et subissent de plein fouet la crise économique et sociale qui se développe.

Or, les pertes de revenus de beaucoup, notamment les plus précaires, voire la perte d'emploi vont rendre encore plus difficile la possibilité de partir en vacances cet été, alors même que déjà, ces dernières années, près de la moitié des ouvriers et des employés ne partaient pas ou très peu. Nous avons donc besoin, une nouvelle fois, d'être « à l'initiative », comme nous avons su l'être dans de multiples communes, ces derniers mois, avec la fabrication et distribution de masques, les paniers suspendus, les aides et soutiens divers aux plus fragiles.

La levée des contraintes sur les transports en commun (en dehors du port du masque pour les adolescents et les adultes) permet ainsi de prévoir à nouveau l'organisation de nos Journées à la mer (ou au bord de lacs et plans d'eau). Par exemple, ce 11 juillet, deux sections de l'Oise ont organisé, en quelques jours seulement, le départ de 3 cars à Berck-Plage, avec 189 participants, et j'ai noté personnellement l'engouement sur les inscriptions à Beauvais où les deux cars se sont remplis simplement par le bouche à oreille en quelques jours… Et nous préparons dans l'Oise notre 26e Journée pour le droit aux vacances, le 22 août à Dieppe, avec l'objectif d'emmener au moins 1 500 personnes. L'occasion en même temps de revendiquer fortement que le gouvernement débloque les sommes nécessaires pour aider partout au départ en vacances des enfants, des jeunes, des familles, en soutenant les dispositifs et projets des communes, des collectivités et des associations.

Autres actions de « solidarité concrète », les ventes de fruits et légumes, à prix coûtant, en lien avec des producteurs, sur le modèle de la grande opération menée en Île-de-France, le 20 août 2019, et démultipliée désormais dans des dizaines de localités sur le reste du territoire. Alors que les prix de l'alimentaire ont beaucoup augmenté, cela permettra d'offrir des produits de qualité, à un prix accessible pour des consommateurs même modestes, mais avec une juste rémunération pour le producteur, et une occasion de contact et d'échanges entre les uns et les autres.

Les fédérations PCF concernées sont à la disposition des organisations du Parti qui souhaiteraient à leur tour prendre de telles initiatives pour échanger sur les dispositions concrètes de préparation.

À ces actions solidaires, nous pouvons ajouter toutes les initiatives conviviales et festives qui peuvent être prises durant l'été : concours de pétanque, barbecue, vide-grenier, petites fêtes. Autant de moments de présence des communistes, et donc de possibilités de discussions, d'échanges, de liens dans une situation marquée par une défiance croissante vis-à-vis de la vie politique, comme l'ont montré les records d'abstention aux municipales, avec tous les risques possibles.

Dans le car que j'accompagnais samedi dernier à Berck-Plage, avec des habitants de quartiers populaires de Beauvais, j'ai évidemment retrouvé des abstentionnistes me disant « ne pas trop s'occuper de politique » car « le vote ne va rien changer dans leur vie », mais très intéressés par la discussion, à partir de leurs préoccupations, de leur situation, sur les possibilités de changer les choses, de s'organiser et d'agir collectivement. Et 5 femmes et 1 homme ont décidé d'adhérer au PCF au retour.

Le nouveau maire communiste de Mouy, petite ville populaire de 5 000 habitants, gagnée le 28 juin dernier, me disait d'ailleurs que les cars à la mer et la pétanque du 14 Juillet organisés depuis des années par les militants de la commune avaient aussi compté, avec de nombreuses autres actions de proximité et de luttes concrètes, dans la reconquête de la municipalité perdue en 2008. « Vous n'êtes pas comme les autres, vous êtes à nos côtés, vous êtes proches de nous. »

Comme force politique, nous serons les seuls cet été à proposer des actions solidaires et conviviales. Partout soyons à l'initiative, avec toutes les occasions de nouer ou renouer ainsi des contacts, des liens, de renforcer le PCF, de préparer aussi les élections départementales et régionales de mars 2021 ! La résistance, la reconquête et l'espoir passent aussi par les plages cet été ! ✪

Thierry Aury
secrétaire départemental du PCF Oise
conseiller municipal de Beauvais

Vient de paraitre



Afrique

Bilan d'étape de la pandémie de Covid-19



Plus d'un semestre après le début de la pandémie de Covid-19, il semble que la catastrophe épidémique que les cassandres prédisaient à l'Afrique n'est pas advenue. Au 7 juillet 2020, le Centre de contrôle des maladies de l'Union africaine (Africa CDC) a dénombré 594 41 cas confirmés de SRAS-Cov 2. À la même date, la pandémie de Covid-19 avait entraîné la mort de 13 38 personnes sur le continent. L'Afrique du Sud et l'Égypte sont les deux pays les plus touchés. Comparée à celles de l'Europe de l'Ouest, de l'Amérique latine ou de l'Amérique du Nord, la situation épidémiologique de l'Afrique est donc sans commune mesure sur le plan de la morbidité et de la mortalité. Il convient, cependant d'être prudent dans l'appréciation des statistiques. Malheureusement, plus que partout dans le monde, le nombre de tests de dépistage de la Covid-19 effectués est très bas. Les derniers chiffres en la matière révèlent que pour 1 million d'habitants on dénombre 4 200 tests en Afrique contre 7 650 en Asie et 74 255 en Europe.



Le temps permettra aux chercheurs d'élucider les raisons de cette moindre vulnérabilité à un virus qui ébranle les grandes puissances du monde. En attendant que la science résolve la question, de nombreuses explications sont avancées : démographiques (jeunesse de la population), météorologiques et/ou climatiques (chaleur, humidité, etc.), virologique (c'est un virus à enveloppe, donc fragile sous les tropiques), de santé publique (mise en place précoce du dépistage, distanciation sociale, etc.) et économique (faiblesse des échanges sino-africains), etc. Ces explications de bon sens relèvent pour le moment d'extrapolations. Il manque des données empiriques pour les confirmer ou les infirmer.

La question qui revient inlassablement est de savoir si les systèmes de santé africains pourront faire face si l'expression épidémiologique de la pandémie à Covid-19 venait à changer négativement. Sans entrer dans des généralisations abusives, il est à craindre que les difficultés que les pays touchés par l'épidémie à virus Ébola qui a dévasté trois pays de l'Afrique de l'Ouest en 2014-2015 se reproduiront dans de nombreux pays du continent en cas de dissémination du SRAS-Cov2.

La catastrophe est socio-économique

Si la catastrophe épidémique n'a pas touché le continent, ses conséquences économiques sont bien présentes. Selon la Banque mondiale, la croissance économique en Afrique subsaharienne passera de +2,4 % en 2019 à une contraction de -2,8 %, ce qui constituera la première récession dans la région depuis 25 ans. L'Afrique subsaharienne a subi le contrecoup de la pandémie chez ses principaux partenaires commerciaux, de la perturbation des voyages internationaux et des chaînes d'approvisionnement, et de l'effondrement des prix des produits de base, notamment le pétrole et les métaux industriels.

Ces chocs ont entraîné des sorties de capitaux sans précédent. Les deux locomotives économiques que sont le Nigeria et l'Afrique du Sud ont connu un effondrement de l'activité économique au premier semestre de l'année. Plusieurs pays exportateurs de matières premières industrielles, comme l'Angola, la République démocratique du Congo et le Ghana, ont dû faire face à un fléchissement de la demande extérieure et une baisse des prix du pétrole et des métaux. Les pays exportateurs de produits agricoles, comme la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie et le Kenya, ont été touchés par l'effondrement de la demande et la perturbation des chaînes d'approvisionnement. La réduction des voyages internationaux entraînée par la pandémie a porté un dur coup aux pays fortement tributaires des voyages et du tourisme. Des millions d'emplois ont été détruits dans le secteur informel qui occupe plus de 80 % des actifs dans la majorité des pays.

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a calculé qu'un confinement total d'un mois sur l'ensemble du territoire africain coûte environ 2,5 % du PIB annuel, soit environ 65,7 milliards de dollars américains. Ce montant ne tient pas compte des conséquences du Covid-19 telles que la baisse des prix des matières premières et des flux d'investissement. Face aux difficultés induites par la pandémie, les ministres des Finances et les banques centrales du G20 ont décidé le 15 avril 2020 de suspendre le remboursement de la dette de 76 pays à travers le monde, dont 40 en Afrique. Ainsi, les paiements qui devaient s'opérer en 2020 sont reportés à 2022 et échelonnés sur trois ans. Un geste qui libère 20 milliards de dollars de liquidités. Ce moratoire concerne une partie seulement de la dette publique — 20 milliards sur les 32 que ces pays doivent rembourser tous les ans, aussi bien à des États qu'à des institutions internationales. Le 17 juin 2020, lors du Sommet Chine-Afrique sur la solidarité contre la Covid-19, le président chinois Xi Jinping a déclaré que la Chine va annuler les prêts sans intérêt qui arrivent à échéance d'ici la fin de 2020. Il a également exhorté les institutions financières chinoises à tenir des « onsultations amicales » avec les nations africaines « our mettre au point des arrangements pour des prêts commerciaux avec des garanties souveraines ».

Des perspectives inquiétantes

La pandémie à Covid-19 a rendu insoutenable le fardeau de la dette et donné une preuve supplémentaire des inégalités mondiales des termes de l'échange, les bases de productions et d'exportations trop étroites, la vulnérabilité aux chocs exogènes (y compris aux fluctuations des flux de capitaux) des pays africains. Si la pandémie se poursuit et s'aggrave, la récession économique aura des conséquences importantes sur la santé et le bien-être des populations. La diminution des recettes d'exportations et de recettes fiscales contraindra bon nombre de pays à emprunter pour financer des déficits budgétaires qui seront de plus en plus importants. Le plus grand risque à craindre est que les gouvernants fassent des arbitrages budgétaires au détriment des services publics essentiels. ✪

Félix Atchadé
Collectif Afrique PCF

Un manque d'ambition pour la jeunesse

Avec le remaniement gouvernemental, Emmanuel Macron a annoncé le début de la troisième phase du quinquennat. Selon ses dires, cette phase doit être celle de la "résilience et du renouveau de sa politique".
Déjà, le choix de nommer Jean Castex "numéro un" du gouvernement pour mener la troisième phase du quinquennat n'est pas synonyme de renouvellement. En effet, l'énarque de 55 ans, issu des Républicains, proche de Nicolas Sarkozy, n'a pas de grandes différences avec l'ancien occupant de l'Hôtel Matignon.
En réalité, entre jeu de chaise musicale et nomination d'anciens ministres, le nouveau gouvernement s'inscrit dans la droite ligne du précédent. Ce nouvel exécutif va incarner la troisième phase du quinquennat pour les deux ans à venir. Sa composition et ses projets de réformes entrent en profonde contradiction avec les annonces d'Emmanuel Macron.
Alors que depuis près de trois mois l'exécutif affirme que la jeunesse est une de ses priorités, aucun ministère dédié n'a été créé lors de ce remaniement. La "jeunesse" est rattachée au ministère de l'Éducation nationale et ainsi reléguée au second plan.
Ce ministère est une nouvelle fois "dirigé" par Jean-Michel Blanquer. Le Premier ministre fait le choix de reconduire à son poste celui qui est responsable de la détérioration de notre système éducatif. En instaurant la sélection à l'entrée de l'université et en mettant fin au baccalauréat, il a aggravé les inégalités au sein même de l'école.

Nous refusons d'être la génération sacrifiée !

Avec un taux de chômage qui explose pour les nouvelles générations et la mise en place de la sélection, de nombreux jeunes se retrouvent laissés-pour-compte, sans emploi ni formation. Dans ce contexte, l'absence de projet politique à destination des jeunes pose un sérieux problème.
Un pays qui n'investit pas dans sa jeunesse condamne la société à la régression.
Ce gouvernement nous mène droit à notre perte : crise économique, montée du chômage, fin du baccalauréat, austérité dans l'éducation, casse des services publics, réchauffement climatique…
Nous refusons d'être la génération sacrifiée ! Il reste deux ans de mandature à Emmanuel Macron. Deux ans où les jeunes communistes continueront de résister face aux attaques de l'exécutif.



Dès la rentrée de septembre, les jeunes communistes seront présents devant les établissements scolaires et lieux de formations, devant les salons de l'emploi et de l'orientation, afin de créer une mobilisation d'ampleur de la jeunesse. Nous refusons de payer la crise.
Dès les premiers jours de septembre, inondons les rues, battons le pavé, et montrons à ce gouvernement que la jeunesse prend son avenir en main ! ✪

Léon Deffontaines
secrétaire général du MJCF

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e -
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06)
Mèl : **communistes@pcf.fr**
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

PCF
SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.



Je verse :.....€ **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19